



Coup d'envoi pour le "réseau radio du futur", opérationnel en 2024

Ce réseau de communication destiné aux forces de sécurité et de secours doit remplacer les moyens de communication obsolètes du ministère de l'Intérieur, qui lui allouera un budget de 700 millions d'euros.

Raphaële Karayan | Publié le 13 octobre 2022 à 15H45 Télécoms

,
Gouvernement

,
SécuritéTwitterFacebookLinkedInFlipboardEmailx



Lancement du RRF le 13 octobre 2022. © twitter.com/GDarmanin

Résilience. Le ministère de l'Intérieur a lancé ce 13 octobre le coup d'envoi du projet "Réseau radio du futur" (RRF), un système de communication mobile très haut débit et sécurisé, qui doit servir en situation de crise à assurer les communications des acteurs de la sécurité et des secours. Beauvau a prévu d'investir 700 millions d'euros dans ce projet, qui avait été annoncé dès 2017.

Une nouvelle architecture de réseau

Ces personnels (policiers, gendarmes, pompiers, SAMU) utilisent aujourd'hui des équipements radio conçus dans les années 1980 et 1990 (réseaux RUBIS et INPT), non interopérables, et pas adaptés à la transmission de grandes quantités de données ou d'images en temps réel. Ces réseaux utilisent des fréquences privatives attribuées au ministère de l'Intérieur et au ministère des Armées. Dans l'étude d'impact de la loi LOPMI, actuellement en discussion au Sénat, on peut lire qu'ils sont par ailleurs saturés en région parisienne.

Le RRF utilisera la 4G et la 5G, et sera commun à l'ensemble des forces de sécurité et de secours sur le terrain. Il permettra de passer des appels vidéo, de partager sa géolocalisation en direct, et d'envoyer des fichiers lourds (des résultats d'examens médicaux par exemple). Le système équipera jusqu'à 300 000 utilisateurs.

Contrairement à l'ancien système, il sera basé sur une infrastructure hybride,



essentiellement adossée aux infrastructures commerciales des opérateurs mobiles, mais avec des capacités additionnelles via des fréquences dans la bande 700 MHz exclusives au ministère de l'Intérieur, qui bénéficiera d'un accès prioritaires aux capacités.

Orange et Bouygues Telecom pour le réseau

Les industriels retenus pour le projet ont 19 mois de test d'une première version du RRF devant eux. Le réseau devrait être pleinement opérationnel en 2024, à temps pour les Jeux olympiques.

Orange et Bouygues Telecom fourniront la couverture réseau mobile 4G et 5G sur laquelle sera adossé le RRF. Bouygues Telecom précise qu'il "développera de nouvelles fonctionnalités basées sur des mécanismes de priorisation et de préemption à destination des utilisateurs du RRF", et qu'il "proposera un catalogue de solutions de complément de couverture mobile, notamment pour couvrir les bâtiments de certaines entités utilisatrices". Orange explique qu'il "conduira avec les services de l'État des expérimentations sur la mise en oeuvre de moyens mobiles déployables, dont l'objectif est de remplacer ou d'améliorer la couverture mobile de zones géographiques du territoire si nécessaire".

Airbus, Capgemini et Atos pour l'intégration et le SI

Un consortium piloté par Airbus et Capgemini jouera le rôle d'intégrateur. "Airbus Secure Land Communications fournira la solution permettant aux différents acteurs de communiquer au travers de ce nouveau réseau appuyé par une diversité de partenaires tels qu'Econocom, Prescom, Samsung et Streamwide." Et Capgemini "procèdera à l'intégration des différentes briques d'expertises apportées par l'ensemble des partenaires du projet, dont Dell Technologies et Ericsson qui fournira les services de télécommunications déployés sur une infrastructure virtualisée". Ce contrat s'élève à 540 millions d'euros.

Le dernier partenaire sélectionné est Atos, à la tête lui aussi d'un consortium, qui a décroché un contrat de 43 millions d'euros sur une durée de sept ans. Atos et ses partenaires seront chargés de "la conception et la livraison du système d'information et de gestion du réseau, portail clé qui assurera l'interface avec les usagers du RRF et la direction du RRF. Il permettra aux forces de sécurité et de secours de recevoir des offres commerciales, de passer leurs commandes, recevoir leurs factures, gérer les matériels mis à leur disposition (tels que les terminaux, tablettes ou clés 4G), ainsi que de gérer la qualité de service du réseau et ses principales composantes".

